
La Turquie entre Islam et Occident

Jean-Christophe Ploquin

De par sa position géopolitique et son histoire, la Turquie est placée au carrefour des mondes musulman et occidental. Les mouvements politiques s'inspirant de l'Islam et revendiquant une plus grande place pour l'identité et les valeurs musulmanes y gagnent du terrain. Deux figures de l'intelligentsia islamiste turque expliquent le succès de leur parti, le *Refah Partisi*, et prennent position à l'égard de l'Occident.

“Renoncer à nos différences serait un suicide”

Agé de 46 ans, Abdurrahman Dillipak est l'une des figures de proue de la nouvelle intelligentsia islamiste en Turquie avec Ali Bulaç, Ismet Özel ou Fehmi Kourou. Auteur prolifique et aujourd'hui largement médiatisé, ce journaliste de formation a été conseiller du *Milli Selamet partisi*, formation islamiste dissoute lors du coup d'Etat militaire de 1980. Il a retrouvé cette même fonction auprès du *Refah partisi*, le principal parti islamiste turc, qui a conquis les mairies d'Istanbul et d'Ankara lors des dernières élections municipales en mars 1994.

— *Quel regard portez-vous sur l'Occident?*

Hiver 1995-1996

L'Occident a créé un type de personnalité réduite à la fonction de consommation. Les Européens ne se sentent plus concernés par leur passé, ils ne regardent plus leur histoire, ils ne se sentent plus interpellés par leurs responsabilités envers le futur. C'est une quête de satisfaction au jour le jour. On ne veut plus voir les handicapés, les fous, les vieillards. On les rassemble dans des lieux très sympathiques mais à l'écart. Idem pour les enfants placés en crèche. C'est un suicide. Les enfants ont besoin de leur mère. La famille est une institution vitale. Les Occidentaux deviennent comme les pièces d'une machine, d'un système bionique. Ils ne veulent plus vivre la tristesse, la souffrance, or c'est de ces souffrances que naît la maturité. Les gens courent. Ils font confiance au système. Ils n'ont plus de sentiment de responsabilité à son égard. Ils n'ont plus le sentiment de leur responsabilité, dans une relation d'individus à individus.

– *Ne critiquez-vous pas en fait la modernité occidentale?*

En elle-même, la modernité n'est pas négative. Windows ou Internet nous donnent les moyens de vivre plus confortablement. Mais la société, lieu d'action des individus, s'est effacée.

Encore plus grave pour nous, musulmans, il y a aujourd'hui une conception de la modernité qui impose un moule. La seule et vraie modernité serait celle qui conduit à l'abandon des valeurs traditionnelles. Les évolutions dans les autres sociétés sont jugées en fonction du "modèle" occidental. Or nous avons notre propre histoire, notre propre passé. Nous ne pouvons nous en passer pour définir notre individualité dans ce nouveau décor scientifique et technologique. Nous devons produire notre propre paradigme.

Dés lors, je ne veux pas m'impliquer dans cette discussion sur la modernité menée à l'ouest, sur la post-modernité. Même si je me considère comme citoyen de la planète, je ne suis pas de ce monde occidental et je refuse qu'il soit le mien. Je ne sacrifierai pas hier et demain à aujourd'hui. Et je refuse qu'un groupe extérieur vienne nous dire ce que nous avons à faire. Certes, on peut s'adapter, mais pas de façon forcée.

Ceux que je redoute, ce ne sont pas les Occidentaux mais ceux qui, dans mon pays, se veulent à leur ressemblance. Ils ont mis en place un système qu'ils affirment "à l'européenne" mais qui se révèle corrompu et oppresseur. Ils font du tort à l'Occident car la perception qu'en a la population est à travers leur prisme.

– *Que prônez-vous pour la Turquie?*

Nous sommes à un carrefour. Pendant les cinq prochaines années, il y aura de plus en plus de chaos et d'incertitudes. Nous devons mobiliser toutes nos capacités mentales pendant cinq ou six ans pour y faire face. La priorité doit aller au développement des valeurs morales. Nous devons redéfinir tous les aspects du gouvernement, y compris le kémalisme. Pendant 70 ans d'occidentalisation, toutes les définitions étaient fausses.

Nous l'avons finalement compris. Cette période est finie.

– *Quel serait le rôle de la loi islamique, la chari'a, dans ce nouveau système?*

L'islam n'appartient à personne. C'est la religion de Dieu. La prédication, la conversion se font sur une base individuelle. On ne peut rien imposer, on ne peut que soutenir une requête. Si une majorité du peuple appartient à une religion et accepte le gouvernement par les gens de cette religion, alors elle doit pouvoir gouverner mais le groupe dirigeant doit être juste à l'égard des autres et le droit de tous les autres doit être bien compris. Si le groupe religieux est une minorité, alors il peut passer contrat avec le gouvernement sur la façon dont il veut vivre.

L'islam ne gouverne pas seulement la vie individuelle mais aussi les aspects sociaux, politiques, économiques. Que signifie la *chari'a*? Cela veut dire légalité et légitimité. Chaque système en lui-même propose la *chari'a*. Mais sa forme dépend de l'histoire, de la culture, des croyances des peuples. Dans un pays doivent pouvoir coexister plusieurs systèmes juridiques. Il n'y a plus de loi nationale. Un tel système, multilégal, a été appliqué durant la période ottomane.

– *Vous réfutez l'idée de nation?*

Le nationalisme est arrivé dans notre pays après la révolution française. Ce concept n'appartient pas à la mentalité islamique. Il est très difficile pour un musulman de l'accepter. En l'adoptant, nous avons perdu la civilisation de notre pays. L'islam n'a pas de problème avec la diversité des identités ethniques, culturelles, nationales.

– *Soutenez-vous le concept de démocratie?*

Lorsqu'il y a de bonnes choses à prendre à la tradition occidentale, il ne faut pas hésiter. Nous ne devons pas seulement tirer profit de notre passé mais de celui des autres civilisations aussi. Nous avons des enseignements à tirer de la révolution française. Mais il ne faut pas renoncer à nos différences. Ce serait la fin de l'Histoire et donc un suicide.

Le parlementarisme, le libéralisme n'appartiennent pas seulement à l'Ouest. Il n'y a pas de *copyright* occidental. L'islam, qui prône le principe de "consultation", a expérimenté cette forme de gouvernement auparavant. Mais il y a un énorme problème de compréhension entre l'Occident et l'Islam. Quand j'évoque la *chari'a*, je pense justice, équité. Quand un Occidental entend ce mot, il voit apparaître Dracula. En fait, après les Lumières et la révolution française, les intellectuels occidentaux ont voulu catégoriser les choses et les concepts, puis ils ont décidé d'adopter des attitudes politiques à leur égard. Et c'est toujours vrai. Le danger, c'est que vous me définissez avec des concepts qui sont en-dehors de moi-même, de l'extérieur. Et le piège c'est que très vite, on raisonne

Hiver 1995-1996

par analogie, par comparaison. Or ce n'est pas parce que Marx est barbu que tous les barbues sont marxistes! Il faut être beaucoup plus pragmatique. Il faut que vous tentiez de me comprendre à l'intérieur de mon système, avec mes termes.

– *Si je devais définir la société occidentale je parlerais d'individu, de matérialisme, de liberté, d'égalité. Quels sont vos termes pour définir la société musulmane?*

Islam vient de *salam*, la paix. Une des premières valeurs de la société musulmane, c'est d'être en paix avec soi-même, avec les autres, avec la nature. Tout cela mène à la paix avec Allah. L'autre grand principe, c'est la liberté absolue, la liberté de l'individu d'accepter Allah. Enfin, il y a la justice absolue, à l'intérieur d'un système multilégal.

– *La Turquie et l'Union européenne sont engagés dans un processus d'union douanière. Soutenez-vous ce projet?*

Cette idée d'“union” me paraît hautement fantaisiste et irréaliste dès lors qu'il n'y aura pas de libre-circulation des personnes. Et je suis contre le rêve chimérique de certaines élites turques d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne. En revanche, d'étroites coopérations sont nécessaires entre la Turquie et l'Europe, pour promouvoir la paix dans les Balkans, en Afrique du Nord et dans les républiques d'Asie centrale. La Turquie ne peut pas faire grand chose en Asie sans les financements occidentaux.

– *Au fil de cette conversation, vous n'apparaissez pas hostile à l'Occident. Simplement, vous prônez une sorte de “chacun chez soi”?*

Des deux côtés, il y a une peur génétique qui vient du passé. Certains en Turquie croient que l'Occident est revenu au temps des Croisades. En Europe, il y a le souvenir des Ottomans et de l'islam parvenus jusqu'aux portes de Vienne, en Autriche. Mais la peur est enfantine. Elle ne doit pas être un facteur déterminant.

Il faut tirer les leçons du passé et trouver de nouveaux chemins. La grande difficulté est que le monde occidental et le monde musulman ne se font pas confiance. Ils ne semblent pouvoir se construire que sur l'échec de l'autre. *“De ta tristesse, je suis heureux. De ta pauvreté, je tire ma richesse”*. Le monde serait plus pacifique si chacun prenait goût à la diversité, au vivre ensemble.

– *Vous êtes proche du parti islamiste turc, le Refah Partisi, qui ne cesse de progresser dans les sondages. Que se passera-t-il s'il arrive au pouvoir?*

Dans l'immédiat, il y aura une réduction de la corruption, des mensonges. En termes de civilisation, il n'y aura pas de changement fondamental, seulement symbolique. Simplement la barrière devant les

intellectuels musulmans sera-t-elle abaissée?

“Nos relations avec l’Occident doivent être d’ordre tactique”

Professeur associé à l'université Beyazit d'Istanbul à l'issue d'une formation universitaire aux Etats-Unis, Numan Kurtulmus est un économiste proche du parti islamiste turc, le *Refah partisi*. Représentant de la jeune génération des intellectuels islamistes à Istanbul, il travaille aujourd'hui sur les logiques contradictoires de globalisation et de régionalisation des économies mondiales.

— *Vous vous opposez au Traité d'union douanière signé en mars dernier entre la Turquie et l'Union européenne. Pour quelles raisons?*

C'est un accord très injuste dont les avantages sont loin d'équilibrer les inconvénients pour la Turquie. S'il prévoit la libre circulation des capitaux et des biens, il interdit en revanche celle des personnes. L'accord risque de conduire simplement à une augmentation massive des exportations européennes vers la Turquie sans contreparties déterminantes, sauf peut-être dans le textile. Le gouvernement turc affirme que cet accord va attirer les capitaux allemands, français, britanniques ou italiens mais l'expérience prouve que dans un système d'économie libérale, l'argent ne s'investit pas dans les régions les moins développées.

Par ailleurs, le coût de la main-d'œuvre dans notre pays ne paraît pas suffisamment bon marché pour que des délocalisations massives s'effectuent. En outre, l'union douanière poserait des contraintes dans les relations de la Turquie avec ses autres partenaires du Moyen-Orient et de la région de la mer Noire, et surtout avec la Russie et les républiques d'Asie centrale. Enfin, beaucoup de décisions pesant sur l'économie turque seraient prises dorénavant à Bruxelles et non plus à Ankara.

Or, n'étant pas membre de l'Union européenne, la Turquie n'aura pas les moyens politiques de peser sur les décisions de la Commission ou du Conseil européens. Les perspectives d'un tel accord me paraissent donc très sombres.

A partir de telles conclusions, le parti islamiste turc, le *Refah partisi*, estime qu'il vaut mieux être un des pays les plus développés dans sa zone qu'un des pays les moins développés et des plus faibles dans le camp occidental. Personnellement, je pense que nous devons privilégier notre avantage économique régional. Nos relations avec l'Union européenne mais aussi avec les Etats-Unis et la Russie doivent être d'ordre tactique et nous permettre de développer notre infrastructure industrielle. Il faut faire le choix de l'indépendance plutôt que de la semi-dépendance.

Hiver 1995-1996

— *Ne vous opposez-vous pas également à cet accord pour des motifs politiques et culturels?*

Géographiquement, économiquement, politiquement, la Turquie est un pays européen. Mais pas culturellement. Cela tient précisément au rapport à la religion ou au profane. Les islamistes turcs soutiennent les acquis démocratiques érigés en système en Europe occidentale mais ceux-ci ont été menés à partir d'une sécularisation de toute la société qui me paraît aujourd'hui dépassée. Le modernisme a joué son rôle. D'autres écoles de pensée politiques sont aujourd'hui nécessaires pour dépasser les tensions qu'il a engendrées. La Turquie devra faire l'effort de développer un modèle de philosophie politique non-profane.

Toutefois, je crois que la Turquie pourrait être membre de l'Union européenne sans que cela porte atteinte à notre identité. Les islamistes exagèrent en général les incompatibilités culturelles entre ces deux pôles. De même, je ne crois pas que la poussée de l'islam en Turquie puisse freiner une éventuelle intégration à l'Europe. L'islamisme dans notre pays n'est pas très organisé comme courant philosophique ou politique. Il est frappant de constater que beaucoup d'hommes d'affaires ou de petits commerçants qui professent aujourd'hui avec vigueur et ostentation leur islamité ne sont pas intéressés à créer un système économique alternatif au système libéral occidental. La plupart d'entre eux se moquent de l'authenticité de leur foi ou de leur credo. Ils recherchent les bénéfices immédiats de leurs choix.

En tant que phénomène collectif et politique, la réaffirmation de l'identité musulmane du pays est certes un moyen d'affirmer une volonté d'indépendance. Ce sentiment d'appartenance collective à la nation musulmane a été exacerbé depuis quatre ans par le conflit bosniaque. Environ deux millions de Turcs sont d'origine bosniaque. Beaucoup d'autres se sont très facilement identifiés à cette population musulmane très laïque dans ses pratiques. Or la perception dominante, qui n'a pas été effacée par les récentes tentatives de règlement, c'est que les Musulmans ont été abandonnés parce qu'ils étaient musulmans. Ce constat a choqué de très nombreux Turcs qui se sentaient partie prenante de l'Occident et qui s'en découvraient exclus.

Reste qu'à mon avis, le facteur déterminant dans les relations Union européenne-Turquie, sera l'équilibre des pouvoirs entre les grandes puissances intéressées par la Méditerranée orientale — Europe, Etats-Unis, Russie, voire Israël —, et au sein même de l'Europe. Créer une Europe unie est une utopie historique. Son extension jusqu'à la Turquie dépend d'abord des objectifs respectifs des pays assumant le *leadership* de sa construction.

— *Une idéologie moderniste, le kémalisme, a impulsé le développement de la Turquie depuis sa fondation en 1924. L'islamisme ne remet-il pas en cause cet héritage nationaliste, étatiste et laïc?*

On ne peut pas considérer que Mustapha Kemal Atatürk, le père

fondateur de la Turquie, ait été hostile à l'islam. En fait, le kémalisme est né à sa mort. Et la classe politique actuelle continue d'imposer cette idéologie à des citoyens qui vivent 60 ans après qu'elle ait été façonnée. Necmettin Erbakan, le leader du *Refah*, a l'habitude de dire que si Atatürk vivait, il voterait *Refah* car c'est ce parti qui défend aujourd'hui les principes d'indépendance, d'auto-suffisance, d'anti-impérialisme.

En fait, toute une génération de lycéens et d'étudiants — la mienne — a été amené à redécouvrir l'islam à partir de la vacuité du kémalisme qui nous était enseigné. Ses arguments ne parvenaient plus à répondre à nos interrogations. Par son étatisme, son dirigisme économique, son nationalisme étroit, il avait perdu les caractéristiques d'une idéologie moderne. Dans les années 70, une petite intelligentsia marginalisée a commencé à élaborer de nouvelles pensées à partir des réformistes musulmans mais en utilisant aussi les acquis de la philosophie et de la sociologie française ou allemande. L'islam jusque-là était perçu comme anti-moderne, comme un phénomène historique dépassé. Chez moi, le Coran était recouvert de poussière sur une étagère. Aujourd'hui, c'est la Renaissance et l'intelligentsia islamiste est aujourd'hui la plus féconde.

L'une des faillites du kémalisme est sans doute d'avoir voulu imposer une sécularisation par le haut. En Europe, la laïcité s'est d'abord imposée comme une valeur intellectuelle et morale avant d'être codifiée en loi, et appliquée par l'Etat et le gouvernement. En Turquie, l'Etat et la loi ont tenté de l'imposer mais les valeurs n'ont pas été bouleversées. S'ils devaient choisir entre le sécularisme et l'islam, beaucoup d'élus, en-dehors du *Refah*, choisiraient l'islam.

En fait, trois philosophies s'opposent depuis que l'Empire ottoman puis la Turquie moderne ont entrepris la modernisation de leurs systèmes politiques. L'une prône l'occidentalisation pure et simple du système, la seconde recherche une voie "nationale turque", la troisième recommande la fidélité à l'identité musulmane.

Depuis 140 ans, si l'on excepte quelques coups de barre opposés au début de ce siècle, les deux premiers courants se sont alliés contre le troisième. Mais le résultat, tel que le perçoivent de nombreux Turcs aujourd'hui, c'est la corruption du système et la négation des principes démocratiques par les élites occidentalisés. Les tenants de la troisième voie, se sentent remis en selle et tentent une synthèse avec la modernité.

— *Qu'est-ce qui fait le succès du Refah aujourd'hui en Turquie?*

D'abord sa dynamique interne. C'est un parti de militants très disponibles, très organisé et centralisé, contrairement à ses concurrents. Son thème central est le rejet de la corruption, un slogan qui fait mouche auprès des électeurs. La corruption massive concerne aussi bien la droite que les sociaux-démocrates et provoque un rejet des partis du système, dont les islamistes ne font pas partie. Enfin, le *Refah* a un discours feutré mais consensuel sur la question kurde. Il se réfère à l'expérience de l'Empire ottoman qui n'était pas un Etat national. Les Turcs y étaient même minoritaires. L'identité musulmane est pour beaucoup la dernière

Hiver 1995-1996

chance de protéger l'unité du pays, déchiré par le conflit kurde. Cette approche qui ne nie pas les différences ethniques mais prône au contraire la fraternisation, séduit l'électorat kurde. Dans sa majorité, celui-ci reste par ailleurs attaché à la tradition, dont la religion est le socle. Le réservoir de vote kurde a beaucoup compté dans le succès du parti lors des élections municipales de mars 1994, notamment à Istanbul et Ankara.

*Propos recueillis
à Istanbul par*

Jean-Christophe Ploquin